Élections Législatives du 5 Mars 1967

CIRCONSCRIPTION DE MONTBARD

Profession de Foi de Michel SORDEL

Candidat Républicain Indépendant

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Depuis près de 9 années, la France connait la stabilité politique, institutionnelle et monétaire qu'elle cherchait en vain depuis la guerre. Grâce à cet équilibre, nécessaire à toute Nation moderne, elle a pu s'engager sur la voie de l'expansion et du progrès.

Cependant chacun d'entre vous sait combien de choses restent à faire et combien de réformes sont encore nécessaires.

C'est pourquoi, à côté d'une stabilité qu'il faut assurer, il est de notre devoir de préparer l'avenir dans notre région comme dans la Nation entière.

PREPARER L'AVENIR

tel est mon but dans tous les domaines d'activité : économique, social, enseignement, agriculture, aménagement régional, construction de l'Europe, politique extérieure.

UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE QUI DÉTERMINE LE PROGRÈS SOCIAL

L'Expansion économique est nécessaire

C'est elle qui assure le progrès social et l'élévation du niveau de vie. Aussi ferai-je tout pour la favoriser en particulier au niveau de l'élaboration du plan de modernisation et d'équipement.

La Justice Sociale passe par une meilleure répartition des fruits de l'expansion entre les différentes catégories de la population. Elle est le corollaire d'une expansion économique véritable.

Elle exige :

- la garantie du plein emploi ;
- une augmentation du pouvoir d'achat familial ;
- une revalorisation des prestations accordées aux vieux travailleurs ;
- la suppression des zônes de salaires ;
- la construction de logements modernes et d'un coût raisonnable ;
- le respect des droits des Anciens Combattants et Victimes de Guerre ;
- l'indemnisation des Rapatriés d'Afrique du Nord.

Il est nécessaire également d'alléger la fiscalité toujours dans le sens d'une plus grande justice sociale.

- il faut majorer l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu ;
- d'autre part la généralisation de la T.V.A. en 1968 ne doit pas pour autant correspondre à une augmentation des impôts indirects.

UNE POLITIQUE D'ÉDUCATION ET DE FORMATION

La France de Demain a besoin des jeunes d'aujourd'hui. Un effort important doit donc être fourni dans le domaine de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle.

- il faut **poursuivre** les réalisations qui ont déjà été acquises : augmentation du nombre des enseignants, création de nouvelles classes et de nouveaux établissements ;
- il faut **permettre,** en particulier dans les campagnes, un ramassage scolaire mieux organisé ;
- il faut **démocratiser** l'enseignement de façon qu'il soit ouvert aux jeunes des campagnes comme à ceux des villes ;
- il faut **accroître** le nombre des bourses ;
- il faut **assurer** une formation professionnelle de qualité, en particulier sur le plan agricole ;
- enfin, il faut **prévoir** un équipement sportif important.

UNE POLITIQUE AGRICOLE TOURNÉE VERS L'AVENIR

L'amélioration de la situation de l'Agriculture Française est intimement liée à l'entrée en vigueur des règlements du Marché Commun.

Il faut lui donner le moyen d'aborder cette concurrence avec le maximum de chances.

L'Agriculture doit être traitée à parité avec les autres activités du Pays. Cette parité doit être

économique et sociale afin qu'elle en retire sa légitime part de bénéfices.

Le décalage des prix agricoles par rapport aux prix industriels doit disparaître. Il faut lutter pour que les prix agricoles soient fixés en tenant compte du prix de revient et des amortissements.

Cette évolution doit se concevoir dans le cadre d'une politique d'expansion rurale et d'aménagement des équipements collectifs à la campagne.

UNE POLITIQUE INTELLIGENTE D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

Dans ce domaine, il importe de maintenir l'indépendance des Communes tout en assurant le développement économique de la région. Aussi faut-il :

- favoriser l'installation de l'industrie et d'activités nouvelles afin d'assurer aux jeunes un emploi stable et rémunérateur ;
- assurer la modernisation ou l'aménagement de voies de communication essentielles pour la vie de la région ;
- donner un rôle plus important à la Commission de Développement économique régional (C O D E R).

UNE POLITIQUE EUROPÉENNE CONSTRUCTIVE

La France participe activement à la construction de l'Europe Economique et Politique.

L'Europe économique sera réalisée pratiquement dès 1969.

L'Entrée éventuelle de la Grande - Bretagne dans le Marché Commun ne devra pas remettre en cause les accords déjà réalisés.

Enfin, l'existence d'une Europe politiquement unie, tenant compte des particularismes nationaux, doit être un facteur d'équilibre et de paix.

UNE POLITIQUE INTERNATIONALE RÉALISTE

La France a su jusqu'à présent conserver sa place incontestée de grande puissance à l'échelon mondial. Il importe de sauvegarder son indépendance et de lui garder son rôle dans les affaires internationales.

ASSURER LA STABILITE

C'est une nécessité pour promouvoir dans tous les domaines une politique active. Il est essentiel pour permettre l'expansion, d'avoir la stabilité monétaire, institutionnelle et gouvernementale.

LA STABILITÉ MONÉTAIRE

Une monnaie solide et forte est indispensable dans un pays moderne. L'instabilité du franc fut pendant longtemps une des raisons des difficultés que connut la France pendant de nombreuses années.

Certes la stabilité monétaire n'est pas une fin en soi. Elle n'en est pas moins primordiale pour assurer une véritable répartition des fruits de l'expansion entre les régions et entre les différentes catégories sociales.

LA STABILITÉ INSTITUTIONNELLE ET GOUVERNEMENTALE

Il est non moins essentiel d'assurer la stabilité des Institutions de la Ve République, approuvées par la Nation en 1958. Non seulement la stabilité des Institutions est bonne, mais encore les institutions actuelles donnent au pouvoir une efficacité réelle.

Il est essentiel de conserver :

- Un rôle important au Président de la République qui assure ainsi pleinement sa fonction de Chef de l'Etat ;
- un gouvernement fort, qui doit cependant demeurer pleinement responsable devant le Parlement ;
- un Parlement qui doit assumer à part entière son rôle de législateur et son rôle de contrôle de l'exécutif ;

Le retour à l'instabilité présiderait à l'inefficacité et à l'incohérence au niveau des décisions gouvernementales.

Les Français en majorité ont déjà montré, à diverses reprises, qu'ils refusaient le retour au passé et aux combinaisons électorales sans lendemain. Les Français savent que l'opposition systématique est aussi absurde que l'approbation inconditionnelle d'une politique.

Aussi pour la défense de leurs intérêts et de ceux de la Nation, s'uniront-ils une nouvelle fois pour la prospérité et le progrès, pour **préparer l'AVENIR dans la STABILITÉ.**

MICHEL SORDEL

Agriculteur, Maire de Châtillon-sur-Seine,

Candidat Républicain (Ve République)

RENÉ LÉVÊQUE

Commerçant, Maire de Précy-sous-Thil,

Remplaçant Eventuel

S. N. I. - Châtillon-sur-Seine